

« Plan étudiants » du gouvernement : une attaque généralisée et inacceptable sur les universités (Communiqué du NPA 65)

Ce lundi 30 octobre, le premier ministre et les ministres de l'Education Nationale et de l'Enseignement Supérieur ont présenté leur « plan étudiants » en donnant les principaux éléments des réformes concernant l'Enseignement Supérieur, et notamment l'accès à l'université.

Toutes les annonces faites pour le gouvernement sont des reculs sociaux pour les étudiants, au service d'une université qui est de plus en plus taillée sur mesure pour les besoins du patronat et qui cherche à exclure de plus en plus les classes populaires des universités. Depuis des années, le gouvernement a bien installé les conditions de la destruction d'une université qui se voulait « ouverte à tous » (dans les textes au moins), en réduisant les budgets des universités tandis que le nombre d'étudiants augmentait inexorablement : entre 2009 et 2017, alors que le nombre d'étudiants a augmenté de 235 000, les budgets se sont réduits de 660 millions d'euros. La dégradation des conditions d'études s'est accentuée avec les lois LRU et Fioraso. Evidemment, face au manque de moyens et de places, le gouvernement a instauré le pire des systèmes, le tirage au sort. Ce tirage au sort, qui a empêché cette année 3000 étudiants bacheliers d'entrer dans l'enseignement supérieur, est agité par le gouvernement comme un prétexte pour imposer une sélection à l'université, et de détruire l'accès à l'enseignement supérieur. Frédérique Vidal l'a ainsi présenté : « on a veut passer du supérieur pour tous à la réussite dans le supérieur pour chacun », ou comment expliquer qu'on veut arrêter de faire des études un droit, et qu'on doit ériger la concurrence en devoir.

Quelles sont les pistes évoquées par le gouvernement ? L'idée principale est de faire passer la sélection en licence via des « attendus », fixés filière par filière. Ces « attendus », qui ne sont d'autres que des prérequis, et une forme réelle de sélection, pourront être d'ordre divers : notes, type de bac, motivation des lycéens, activités extra-scolaires, ainsi que les avis du conseil de classe. Si le lycéen n'a pas les prérequis nécessaires, les universités pourront l'obliger à suivre certains modules en plus, ou bien des stages d'été, voir parfois une année entière de mise à niveau. Par exemple, si vous êtes en bac professionnel, impossible d'aller directement dans une licence de sciences sociales, il faudra vous « mettre à niveau ». Par ailleurs, les universités auront le pouvoir de refuser simplement les étudiants, « à conditions qu'il n'y ait pas assez de place dans la filière ». Quand on sait le nombre de licences surchargées, on voit que cela équivaut à instaurer une sélection pratiquement partout, en veillant à laisser toutes les formations sous pressions pour qu'elles puissent effectuer une sélection.

Par ailleurs, pour sélectionner les étudiants, les universités auront maintenant à leur disposition les avis des conseils de classe de tous les élèves via, des « fiches avenir » concoctées aux conseils de classe du premier et deuxième trimestre de terminale. Ces fiches avenir seront un bon moyen de rompre l'égalité qu'il y avait auparavant, quand le BAC signifiait une autorisation d'accès à l'enseignement supérieur : cela est fini.

Le gouvernement souhaite aussi instaurer un « contrat de réussite pédagogique » entre les étudiants et leurs professeurs à l'université. Ce contrat va agir sur les étudiants comme un couperet sur leur nuque durant toute leur scolarité, d'autant plus pour les boursiers. En effet, ce contrat devrait signifier qu'il ne suffit plus d'avoir la moyenne aux partiels pour « réussir », mais qu'une équipe pédagogique pourrait écrémer ses promotions chaque année, en enlevant les « moins bons éléments ». Par ailleurs, le gouvernement souhaite « garantir » les bourses sur ce contrat de réussite. Que cela veut-il dire ? Il ne suffira plus d'être assidu à ses cours pour obtenir le maintien de sa bourse ; il faudra aussi « réussir ». Un redoublement équivalra-t-il à un retrait de la bourse ? Cette perspective montre l'étendue et la gravité des attaques contre la jeunesse.

De plus, la réforme prévoit la possibilité de valider sa Licence entre 2 et 4 ans. C'est la mise en place d'une Licence à plusieurs vitesses. Certains étudiants auront les capacités sûrement pour valider les 180 ECTS, nécessaires pour une licence, en 2 ans. Mais quand on sait que plus de 50% des étudiants doivent se salarier pendant leurs études, et que les conditions d'études sont totalement différentes selon les universités, un grand nom d'entre eux seront de fait obligé de prendre plus de temps pour valider. Et à la clé, c'est une hiérarchisation des diplômes, et une casse de leur valeur, qui se profile.

Par ailleurs, les annonces concernant la « lutte contre la précarité » sont au mieux ridicules, au pire inquiétantes. En effet, en guise de « progrès » pour les étudiants, le gouvernement a dit vouloir s'engager à ce que les bourses soient payées en temps et en heures, comme si cela ne devrait pas être déjà le cas ! Par ailleurs, il a été annoncé une réflexion sur une « aide globale d'autonomie ». Dans le rapport Filâtre, l'idée était aussi évoquée de fusionner les Bourses sur critères sociaux et les APL ; cette proposition ne permettra que de retirer les bourses à certains étudiants, ce qui est inacceptable.

Pour toutes ces raisons, le NPA dénonce ce « plan étudiants », présenté comme une grande avancée pour les 2,5 millions d'étudiants sur le territoire. Sur tous ses aspects, ce sont des reculs pour tous les étudiant-e-s, qu'ils soient à la fac, en BTS, en IUT, ou même dans les écoles d'ingénieur ou d'économie. Ce « plan étudiants », est la suite logique des réformes entamées dans les années 2000 avec le processus de Bologne, et qui n'ont fait que

renforcer la concurrence entre les universités, avec l'instauration de « facs d'élites » et de l'autre côté des « facs poubelles ». Pendant que tout le Code du travail est minutieusement détruit avec les ordonnances, et que le gouvernement s'attaque à l'assurance chômage, le NPA cherchera à construire, sur toutes les universités et les lycées où il est présent, en collaboration avec toutes les organisations de jeunes, une mobilisation qui doit être massive contre ces propositions gouvernementales.

La jeunesse, qui est la première touchée par la précarité, le chômage, et la casse des universités, doit aujourd'hui reprendre le chemin de la rue. Dès le 16 novembre, partout où c'est possible, le NPA appelle à la constitution d'assemblées générales étudiantes et lycéennes contre ces réformes, et appelle à rejoindre les manifestations organisées contre les réformes du code du travail.

Le NPA65, Tarbes, le 31 octobre 2017